

## MOTION DE DEFIANCE

Après plusieurs années d'absence d'investissement par le groupe Lagardère, qui n'ont pourtant pas empêché l'entreprise de réaliser de bonnes performances, nous, salariés de Plurimedia, attendions de notre nouveau propriétaire, Media-Press.TV, une attitude bienveillante et une gestion plus performante et volontariste afin d'assurer à la société et ses salariés le meilleur avenir possible.

Or, c'est tout l'inverse qui s'est produit. Depuis le rachat, nous ne pouvons constater qu'indifférence, si ce n'est mépris, de notre nouvelle direction.

### Concernant les relations sociales et la gestion de l'entreprise

- Malgré les demandes répétées des représentants du personnel et délégués syndicaux, **la direction ne communique pas avec l'ensemble des salariés**. Malgré les nombreux chantiers en route et les transformations à venir, aucune information concrète ne circule.

- **La migration précipitée et inattendue des serveurs e-mails en Pologne**, sans consultation de l'équipe informatique ni information des salariés, a provoqué d'importants problèmes. Les raisons qui ont conduit Media-Press à mener cette opération dans la précipitation, à une période particulièrement tendue, restent obscures. Dès lors, la migration des serveurs e-mails a été perçue comme un coup de force du nouvel actionnaire.

- **L'information/consultation sur la mise en place des outils de Media-Press a été minimale**, avec l'évocation d'une période de « tests » dont le contenu exact n'a jamais été précisé. Elle a par ailleurs débuté sans aucune information des salariés : il a fallu nous contenter de la liste des personnes se rendant en Pologne, sans savoir ce qu'elles y feraient. Des personnes de Media-Press doivent également venir chez Plurimedia en juillet, sans tenir compte des contraintes des salariés censés les accueillir et dialoguer avec elles.

Plurimedia doit sa place de leader sur le marché français à l'expertise des salariés et à des logiciels dédiés, pour fournir des services adaptés à des clients exigeants et d'une grande diversité. Pour imposer, dans la précipitation, les outils de Media-Press, la nouvelle direction semble vouloir balayer d'un revers de main ce que nos équipes ont construit au fil de plusieurs décennies, alors même que notre savoir-faire est notre atout majeur. Or, rien ne garantit que les outils et méthodes de travail Media-Press soient plus performants, ou même seulement adaptés à notre travail. A cet égard, l'épisode de la migration des serveurs de messagerie pousse à redouter que cet empressement et le déficit de communication entraînent des difficultés en cascade.

- **Le télétravail promis à certains salariés a été annulé** au dernier moment, et ce sans aucune raison valable. Le seul prétexte avancé évoque la présence soi-disant indispensable, durant la mystérieuse phase de tests, de ces personnes... qui n'ont jamais été consultées sur le sujet depuis qu'elle a débuté.

- **Des relations compliquées avec les élus et délégués syndicaux de l'entreprise**, qui n'obtiennent jamais de réponses claires à leurs questions. S'y ajoute **la barrière de la langue lors des réunions**, le directeur général Christian Töpfer ayant parfois du mal à comprendre et se faire comprendre sur des sujets pourtant sensibles.

- Au cours des réunions NAO, Christian Töpfer a bien fait savoir qu'il ne comptait **satisfaire aucune demande**.

- **Ces dernières semaines, les services PAO de Colombes subissent une charge de travail et une pression croissantes**. Professionnelles et soucieuses de satisfaire les clients, les équipes ne ménagent pas leurs efforts mais le point de rupture approche : les salariés n'ont pas à sacrifier leur santé, qu'elle soit mentale ou physique, et la qualité de la production est menacée.

## Concernant la pérennité des emplois

**La direction a clairement exprimé la volonté de pouvoir réaliser une partie du travail de Plurimedia chez Media-Press à Cracovie.** Cela ne peut avoir d'autre ambition qu'une réduction future de la masse salariale en France, d'autant que durant l'information/consultation sur le rachat de la société, Media-Press n'a jamais voulu s'engager à préserver les emplois, ne serait-ce que sur une période réduite.

## Concernant les problèmes administratifs

**Les CDD déplorent de nombreux problèmes, certains pouvant avoir de graves conséquences pour eux :** retards dans les paies, dans la remise des attestations Pôle Emploi, absence de participation aux frais de transport, jours fériés non rémunérés... Le cabinet extérieur chargé de la comptabilité depuis décembre ne semble guère compétent, multipliant les erreurs.

## Concernant le déménagement de l'équipe de Levallois-Perret à Colombes

- Une opération menée dans la précipitation et sans aucun souci de notre bien-être. **A notre arrivée le 1<sup>er</sup> avril, nous avons découvert des locaux manifestement pas encore prêts à nous accueillir**, avec des aménagements basiques qui auront été longs à venir : poubelles de bureau, matériel dans les toilettes, réfrigérateur...
- **Nous déplorons toujours l'absence de cloisons pourtant nécessaires au confort et à la qualité du travail.** Le directeur général ne juge pas bon de dépenser un euro pour cela, mais n'a en revanche pas hésité ni tardé à faire des travaux dans son bureau. Deux poids, deux mesures ?
- **Nous ne disposons toujours pas de salle de pause digne de ce nom :** l'espace demeure désespérément vide et peu accueillant, avec certes une table arrivée mi-juin, mais aucune délimitation avec le couloir et l'entrée, aucun autre meuble, aucune plante. Outre le désagrément que cela entraîne pour nous, salariés, quelle confiance un espace aussi misérable peut-il inspirer aux clients venant nous rendre visite ?
- **Plus de deux mois après l'emménagement, nous ne disposons également d'aucun point d' « eau potable et fraîche »**, comme le mentionne le code du travail (article R4225-2). Si l'on peut concevoir des problèmes liés au prestataire, comment interpréter autrement le refus de la direction d'acheter des bouteilles d'eau pour patienter que comme du mépris ? Comment avoir confiance dans un dirigeant qui incite ses salariés à aller se désaltérer aux toilettes ? Il a fallu attendre une alerte canicule et un rappel à la loi de la part des élus pour obtenir des bouteilles.
- **A cela, il faut ajouter que le restaurant d'entreprise offre des prestations catastrophiques :** médiocre qualité des denrées, espace extrêmement bruyant, mauvaise organisation...

De manière générale, depuis le rachat de leur société par Media-Press.TV, les salariés de Plurimedia déplorent une régression des relations sociales dans l'entreprise, ainsi que l'absence de communication d'une direction qui ne leur témoigne aucune confiance ni reconnaissance. L'augmentation sensible des arrêts maladies ces dernières semaines témoigne d'un véritable mal-être dans l'entreprise. Un mal-être hélas appelé à augmenter avec des salariés tenus à l'écart des décisions et des évolutions à venir peu rassurantes.

Nous, salariés de Plurimedia, ne faisons aucune confiance à la nouvelle direction pour assurer la pérennité de l'entreprise et de son personnel. Son attitude et ses actes nous ont convaincu que Media-Press.TV met tout en œuvre pour s'appropriier les clients et le savoir-faire de Plurimedia afin de pouvoir s'affranchir d'une partie de ses salariés, faisant planer une grave menace sur nos emplois.

Lors de l'Assemblée générale du 27 juin 2019, une majorité des salariés présents a voté une motion de défiance à l'égard des directeurs généraux de Plurimedia, Christian Töpfer et Milosz Cechnicki.